

Référendum sur la ratification et mur des "non"

auteur : Brindet
date : 13/04/2005

Si on se reporte au précédent référendum tenu en France sur un sujet européen, celui de la ratification du Traité de Maastricht, on se souviendra que la victoire du OUI fut très courte et que la moitié des français ne s'étaient pas exprimés dans ce référendum.

Aujourd'hui, les intentions de vote reproduisent à nouveau cette répartition, en inversant seulement le résultat. En tout état de cause, ces deux référendums établissent que seul un français sur trois constitue la majorité démocratique, ici référendaire, du Peuple souverain de la démocratie française.

Or, il ne s'agit pas ici pour le Peuple de la démocratie de désigner un représentant ou un mandataire étatique, comme de quelque chose de routinier qui ne mobiliserait pas l'intérêt, mais il s'agit de décider d'une orientation essentielle de la société. On peut alors vraiment parler d'une faillite du système démocratique en Occident pour les raisons suivantes.

La première raison vient de ce que un citoyen sur deux répond par sa participation au vote. Plus encore, ce n'est pas toujours le même qui vote selon de nombreuses enquêtes d'opinions qui ont montré la versatilité de la participation de l'électeur. Il en résulte que l'adhésion à la raison de la démocratie est devenue un motif indifférent dans la population, comme un simple tirage aléatoire de pile ou face, enfin non truqué.

Cette première raison nous amène à affirmer que l'imposant effort d'éducation citoyenne consenti par l'état jacobin depuis plus de deux siècles, et ce après plus de deux siècles de préparation culturelle des Lumières, a littéralement chassé les citoyens du champ politique pour ne laisser subsister que la détermination aléatoire d'un acte sans valeur. Il est devenu indifférent de voter ou de ne pas voter et ce, quelque soit le motif du vote.

La seconde raison tient à ce que, même si la fraction du peuple votait de manière rationnelle, déterminée, le résultat de ce vote est lui-même indifférent puisque la différence entre le décompte des bulletins des uns et des autres est inférieure à la marge d'erreur de comptage.

A ce propos, à notre connaissance personne n'a encore mis en cause un suffrage organisé par l'Etat français sur ce point de l'incertitude du comptage des votes, bien que les commentateurs français ne se soient pas privés de le faire du système électoral américain lors des avant-dernières élections présidentielles américaines.

Il en résulte que, ne parvenant pas à dégager une réelle majorité même entre votants, on peut affirmer que l'objet déterminant le vote est indifférent aux votants du fait de cette identité et il n'y a pas alors de réelle manifestation de la volonté générale, seule source de légitimité de la démocratie.

En résumé, il apparaît ici que la France vit une époque de constat de faillite de sa démocratie bicentenaire en ce que d'une part l'expression de la volonté générale est

devenue un acte non déterminant du Peuple et que d'autre part, lorsque une fraction de ce Peuple s'exprime, il ne se détermine pas sur l'objet présenté à son suffrage et qui lui reste indifférent.

On se souvient que la dernière élection présidentielle a été assurée par le choix d'un électeur sur six, la majorité formelle n'ayant été atteinte que par la manipulation du vote d'autres citoyens, poussés à voter contre l'élection de l'autre prétendant à la Présidence.

Aussi, certain commentateur "illuminé", après avoir lu un peu "vite" à notre avis le résultat de sondages répétés indiquant une avance pour le "non" au référendum, parle d'un mur de "non". Il faut lui montrer que ce non est révélé avec une si courte avance qu'il ne s'agit en aucun cas d'un phénomène massif comme la qualité d'un mur le laisse supposer. D'ailleurs, cette locution est utilisée pour le déplorer comme la cause potentielle d'une future erreur historique de "la France". D'autres commentateurs y voient aussi chez nos concitoyens une attitude infantile de refus massif de l'Europe.

Ainsi qu'il est expliqué ci-dessus, ces auteurs ont bien tort. Il n'y a aucune indication aujourd'hui d'un réel courant d'expression populaire au sens démocratique du terme et nous ne pouvons sans grande incertitude envisager un changement de situation.

Et là se situe le grand problème du futur de l'Etat français. Qu'en peut-il rester si son Souverain, le Peuple, lui devient indifférent ? Un simple administrateur des décisions d'une Puissance étrangère ?

- - -